

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 42 (1995)
Heft: 10

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

voir agir sur l'ensemble du territoire, à n'importe quel moment.

Mais alors quelle est la place de la PCi?

Comme le dit Daniel Papaux, il ne faut pas sous-estimer la force que constitue la PCi. C'est un partenaire de poids, notamment depuis la réforme et l'accent qu'elle met sur la catastrophe. «Lorsque l'événement est de type régional, lorsque plusieurs communes sont concernées, le PC de conduite est mis à disposition, desservi par des spécialistes du canton, mais à l'échelon local il faudra bien qu'il y ait une gestion communale, qui implique forcément que les cadres de la PCi se mettent à disposition des autorités. Mais il est clair que cela s'insère dans un ensemble qui est conduit à l'échelon du canton, ou de la région, avec les spécialistes du canton.»

La protection civile est impliquée par deux services de l'organisation catastrophe. D'abord, elle couvre tout le service de soutien, et ce n'est pas une mince affaire. Sans entrer dans le détail de la mission, disons que le soutien coordonne les moyens demandés, assure la logistique des formations d'interventions (hébergement, nourriture, etc.). Le responsable de l'arsenal est subordonné à la PCi, afin d'assurer la mise à disposition de certains moyens militaires. Le relais sur place est du ressort des organismes communaux.

On retrouve la PCi dans le service du sauvetage. Celui-ci est conduit par l'assurance cantonale des bâtiments (ECAB), par l'intermédiaire de son directeur Pierre Ecofey. Les détachements catastrophes de la PCi sont donc intégrés à cette cellule sauvetage.

Dans cette cellule, on trouve également les instructeurs des sapeurs-pompiers qui peuvent constituer un groupement, les centres de renfort, les corps de sapeurs-

pompiers locaux, parfois aussi certains détachements de pompiers d'entreprise ainsi que les détachements catastrophe de la PCi.

Trois détachements catastrophes sont actuellement en place. Ce sont ceux de Bulle, Düdingen et Fribourg. Ceux-ci comptent environ 120 personnes qui ont toutes accepté de faire partie de l'ORCAF. Ils sont mobilisables par l'AMWA-T. C'est le Service cantonal qui met le matériel à disposition de ces détachements. Pour Daniel Papaux, l'idéal serait que l'on arrive à sept détachements PCi, puisqu'il y a sept centres de renfort des sapeurs-pompiers. Dans ce cadre-là, il est évident, souligne encore Daniel Papaux, que les organismes locaux restent très utiles, mais plutôt dans des tâches dites subsidiaires, comme par exemple la remise en état des sites touchés, comme pour assurer la relève par exemple en matière de sécurité sur place.

Un nouveau concept pour le service sanitaire

Dans le cadre de ce service, c'est le département de la Santé publique qui est responsable. Pour Daniel Papaux, il ne s'agit pas de savoir s'il faut ou non mettre en vigueur le Service sanitaire coordonné, il s'agit plutôt d'un engagement des moyens. Par conséquent, chaque district compte une équipe sanitaire, avec son équipe d'ambulance. Elle peut compter avec l'appui de l'établissement hospitalier intéressé ainsi que sur les médecins trieurs du district (il y a actuellement une dizaine de médecins généralistes qui ont accepté l'idée de cette fonction). Sur le lieu d'un sinistre éventuel, les médecins touchent du matériel sanitaire qui est d'ailleurs géré par la PCi. Actuellement, il y a trois remorques sanitaires, stationnées à Fribourg, Morat et Bulle (ceci correspond à une volonté de décentralisation qui permet une

intervention plus rapide en fonction des distances géographiques). Petite particularité, en passant, c'est le budget de la défense générale qui prend en charge les frais d'un nouvel équipement qu'il soit sanitaire ou autre. On voit d'ici les avantages de ce type de situation, puisque ces équipements n'émargent au budget de la PCi. Le même système de financement est valable pour la police, puisqu'il a bien fallu, par exemple, faire l'acquisition d'un véhicule de commandement.

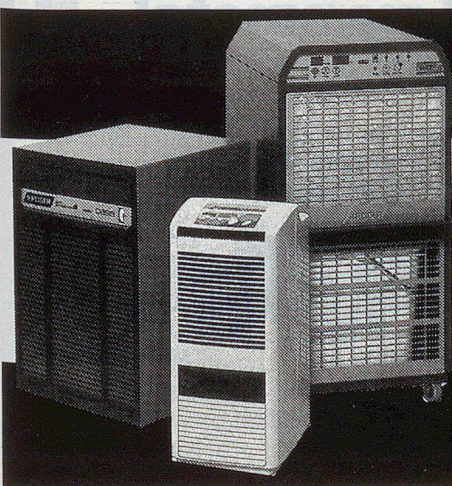
Les sanitaires formés de la PCi seront donc affectés à cette cellule sanitaire.

On optimise les po san et PSS

Le problème de l'optimisation des postes sanitaires et des PSS reste posé. C'est Gil Verilotte qui cherche des solutions véritablement utilisables. L'objectif recherché serait d'avoir, au même titre que les détachements catastrophes, trois équipes permanentes pour desservir les postes sanitaires de secours (basés à Bulle, Fribourg, la Singine ou Morat). Si le canton est richement doté en infrastructure, puisque le 90 % des besoins est couvert, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les desservants. Ces trois équipes devraient être capables, selon le nouveau concept, de desservir n'importe quel poste sanitaire du canton. Ce serait en quelque sorte des détachements d'intervention sanitaire de la PCi.

Les attentes d'ORCAF

Grâce à la réforme de la protection civile, Daniel Papaux pense que l'on devrait pouvoir compter de plus en plus sur elle. «A terme, poursuit Daniel Papaux, si l'on réussit à réunir les sept détachements catastrophes, ainsi que les détachements sanitaires, on pourra dire que non seulement la PCi est efficace, mais qu'elle contribue de manière déterminante au plan ORCAF.



Finis les dégâts dus à l'humidité! Déshumidification

A la cave, à l'entrepôt, dans l'appartement, les installations industrielles ou de la protection civile, les appareils à condensation Krüger sont d'un fonctionnement sûr, entièrement automatique et économique!

Demandez notre documentation détaillée!

Krüger + Cie.

1606 Forel, Tél. 021/781 27 91
Succursales: Degersheim SG, Dielsdorf ZH,
Weggis LU, Grellingen b. Basel, Münsingen BE,
Samedan GR, Zizers GR, Gordola TI

Veuillez m'envoyer une documentation détaillée sur votre programme de déshumidificateurs:

Nom: _____

Rue: _____

NPA/Lieu: _____

à retourner à Krüger + Cie., 1606 Forel

KRÜGER
depuis 60 ans

Il ne restera plus alors qu'à tester l'ensemble. En tout cas, sur le papier cela marche...» Dans ce cadre-là, l'instruction de la protection civile devrait s'axer principalement sur les personnes appartenant à ces détachements et dont la motivation ne peut être mise en doute, dit encore Daniel Papaux; c'est la pierre angulaire de l'orga-

nisation. Très prochainement, l'exercice Gotteron devrait voir les détachements de la PCi s'engager à une grande échelle. Cela donnera une bonne idée de l'efficacité de celle-ci et de son intégration dans le plan ORCAF. Ce sera aussi l'occasion de tester les échelons de la conduite aux différents niveaux. ▲

Zusammenfassung

Ein kantonales Gesetz bezüglich des Zivilschutzes in Freiburg noch in Vorbereitung. Das hat den Kanton nicht daran gehindert, sich eine Organisation zuzulegen, von der man sagen kann, dass sie die Leitung begünstigt. Tatsächlich handelt der Kanton – ohne deswegen die kommunale Autorität in Frage zu stellen – auf Geheiss des Regierungsrates.

Dies trifft vor allem für den Plan ORCAF (organisation catastrophe du canton de Fribourg / Katastrophenhilfe des Kantons Freiburg) zu. Dieser Plan beruht auf zwei Teilen: einem kantonalen Stab (der die ZS der Aktionen bildet) und einem kleineren Stab, dem die Spezialisten des mobilen ZS angehören. Ganz im Büro für Gesamtverteidigung integriert, hält dessen Vorgesetzter Daniel Papaux die Gesamtheit der für die Planung, Organisation und Inkraftsetzung der verschiedenen Phasen erforderlichen Massnahmen des Plans inne.

Zu diesem Zwecke hat das Verteidigungsbüro die Gesamtheit der notwendigen Kräfte neu gruppiert: Feuerwehrmänner, Polizei, Ambulanzdienst und Zivilschutz. Aus praktischen Gründen verwaltet die Polizei die Gesamtheit der Verbindungen. Was den Vorgesetzten angeht, so ist er bezüglich seiner Handlungen nur dem Regierungsrat und nicht einem Departementschef Rechenschaft schuldig. Die Vorteile sind klar ersichtlich. Darüber hinaus erlaubt ihm sein eigenes Budget, die verschiedenen Intervenierenden mit Material zu versorgen, ohne dass

dies zu Kasse schlägt bei den betroffenen Dienststellen. Wirklich einfallreich! Es kommt noch hinzu, dass der Kanton über drei Einsatzdetachements des Zivilschutzes (Freiburg, Bulle und Düdingen) verfügt. In diesem Punkt wünscht sich Daniel Papaux, die Zahl auf sieben erhöhen zu können, so dass sie den Stützpunkten der Feuerwehr entsprechen würde.

Als wertvolle Dienstleistung delegiert das Büro für die Gesamtverteidigung bei einer Schadenlage sogleich einen mobilen ZS mit drei Spezialisten (den Dienstoffizier, einen Mann der Präfektur und den Feuerwehrposten). Diese drei Personen bestimmen über die Struktur der Kriseneinsatzstelle, deren Leitung vom Gemeindeammann der Gemeinde (zum Beispiel) oder vom Präfekten übernommen werden kann. Es geht nicht darum, die Verantwortungen der Gemeinden zu schmälern, sondern viel mehr ihnen einen Stab zur Verfügung zu stellen, der mit der schwierigen Aufgabe des Führens vertraut ist. Hinzu kommt, dass sie es sind, die über die Mittel für eine Übermittlung zum ZS der Aktionen verfügen und somit zusätzliche Kräfte zur Verfügung stellen können.

Für Daniel Papaux fügt sich der ZS vorzüglich in dieses System ein, weil der Kanton von Anfang an den Akzent auf die Detachements und die kommunalen Kräfte in subsidiärer Stellung gelegt hat. Ein gleicher Plan ist ebenfalls in Vorbereitung, was die sanitäre Seite anbelangt, so dass auch Formationen gegründet werden können, die jeden San Hist im Kanton versorgen können. ▲

L'USPC Valais innove

rm. Il y a déjà plusieurs années que la section valaisanne contribue activement à l'information de la population sur les buts et objectifs de la protection civile.

Pour sa nouvelle action d'information, la section valaisanne souhaitait mettre à disposition des organisations de protection civile, un instrument de présentation global de l'institution, de nature à animer les rapports d'incorporation.

Grâce au concours de réalisateurs professionnels, la section a réalisé une cassette vidéo de 20 minutes. Celle-ci présente la PCi en général, puis décrit chaque service avec le support d'images tournées en Valais, à différentes occasions. Fort bien documentée, elle décrit aussi les droits, les devoirs, et même les exercices, sur la base des définitions officielles de l'OFPC.

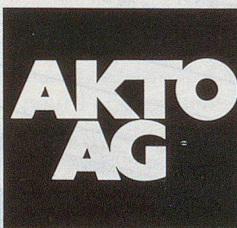
Cette cassette n'est pas seulement réservée à la PCi; elle s'adresse aussi aux écoles comme aux différentes associations liées au sauvetage, en bref à tous ceux qui souhaitent en savoir davantage sur la protection civile. ▲

Pour toute commande, s'adresser directement aux réalisateurs :
Marc Bossert

Ch. des Dailles 11
1870 Monthey
téléphone 025 71 15 75
fax 025 71 89 36

ou
François Jacquemin
Vieux-Port 6
1896 Vouvry
téléphone 025 81 28 61

Version française seulement.
Prix Fr. 30.–



Abdichtungen für Trinkwassertanks

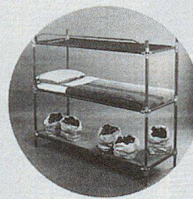
- Alt- und Neubauten
- Dauerhaft
- Rissüberbrückend bis 1 mm
- Zähelastisch
- Einfache Reinigung
- Selbsttragend

Steinhügelstrasse 17 8968 Mutschellen ☎ 057 33 56 85, Fax 071 61 13 30
Rosenweg 5 8590 Romanshorn ☎ 071 61 19 49, Fax 071 61 13 30

marcmetal



Pour votre abri



Modernisation
selon
ITMO

Fermetures
Ventilations
Mobilier
selon
ITAP / ITAS

1052 Le Mont-S-Lausanne VD
En Budron C
Tel. 021-652 40 91
Fax 021-652 75 44